

*La culture:* c'est le domaine du savoir, c'est posséder des connaissances de base, c'est posséder des connaissances techniques pour exercer un métier.

Donc nous voulons l'égalité. Quand on parle d'égalité, on veut affirmer la dignité de chaque homme, qu'il soit assisté social, alcoolique, faible, estropié, qu'il ait 20-40-70 ans, qu'il soit célibataire ou marié, qu'il soit ouvrier spécialisé ou manoeuvre. Égalité ne veut pas dire uniformité, mais bien égalité des chances, que l'individu soit né pauvre ou riche, justice pour tous les hommes.

Égalité des chances, cela veut dire que n'importe qui pourrait avoir les moyens suffisants pour s'épanouir à son maximum, s'instruire et prendre des loisirs.

Justice signifie donner à chacun la possibilité de vivre honorablement et s'épanouir. Chaque homme est un homme et on doit lui reconnaître cette dignité humaine.

L'égalité implique un droit fondamental au travail. Nous considérons que le travail est un droit divin, un droit naturel, un droit de justice sociale. Ce droit au travail ne devrait pas être conçu comme un privilège accordé par les possédants. Chaque homme a le droit de se sentir utile dans la mesure de ses moyens. Le travail devrait donc être plus qu'un moyen de s'assurer un revenu, mais devrait être un moyen d'accomplissement personnel afin que l'assisté social ne soit pas toujours dépendant de la société.

Nous ne voulons pas de sympathie, de pitié, de charité. Sortons donc, pour une fois, d'un climat de bienfaisance, sous forme de bons de soupe, sous l'aspect de l'aumône, par la reconnaissance de la primauté de l'homme. De cette façon, avec l'aide de toutes les classes de la société, de l'homme qui était une épave, nous en ferons un sauveur.

Nous faisons appel à l'élite, au sens classique du mot, élite de toutes les classes de la société.

Dans les zones délabrées, il y a une élite inconsciente et inconnue. Il s'agit de personnes très intelligentes, mais quelquefois peu scolarisées, et en pleine possession de ce trésor que l'on perd parfois à travers de longues études: le bon sens. Nous avons découvert, dans le Comité des Assistés-Sociaux du Québec, des personnes qui, à travers de leur propre pauvreté, n'ont pas pris la courbe de la démission, mais ont découvert la souffrance des autres, et l'ont assumée par des luttes continues pour l'amélioration du sort des défavorisés. Cette élite, parmi les pauvres, vit à un niveau socio-économique faible mais à un niveau moral et social qui dépasse de beaucoup celui de la population moyenne.

Les élites du monde universitaire, politique, social, économique, de toutes les sphères de la société, ignorent la nature du problème dont elles ne sont que confusément conscientes. On les a convoqués, la plupart du temps, autour d'une souscription, d'une quête, d'une raffle, d'une distribution de paniers de Noël. Elles se sont donné bonne conscience à travers des dons généreux et souvent avantageux en déduction d'impôts ou en publicité.

Mais elles ne savent pas que c'est le talent qu'il faut redistribuer plus que l'argent, et le cœur qu'il faut mobiliser plus que la bourse.

Ces élites sont nécessaires à la solution des problèmes de la pauvreté. Il faut les éveiller, les inviter, les conduire à une sympathie intelligente et organique. Il faut les appeler à des prises en charge bilatérales; c'est-à-dire des prises en charge où elles partagent la tâche des élites locales en l'enrichissant de leurs connaissances.

L'État est profondément inapte à jouer le rôle d'éducateur lorsqu'il faut atteindre de façon constante et amicale le citoyen pour réussir à bloquer le processus de désagrégation et lui faire entreprendre sa propre remontée sociale. Il faut tant de monde pour rééduquer vraiment tant au point de vue social et information, que l'État devrait se ruiner en salaires de personnel soi-disant spécialisé.

L'État a beaucoup à faire. Il est indispensable pour fournir des fonds, des cadres juridiques, des cadres humains spécialisés, pour éveiller la population à sa responsabilité sociale.

Il faut donc réclamer de l'État l'acceptation du travail et de l'expérimentation des Comités de citoyens, le support de cette expérimentation, l'assouplissement de ses normes, la confiance en l'initiative locale, l'aptitude à extrapoler et à généraliser progressivement, puis à consacrer par des législatives appropriées à ce qui mérite de l'être.

Il faut réclamer de l'État le souci de toujours compter sur la dimension humaine et familiale dans l'accomplissement de ses fonctions et le refus de ne considérer que l'aspect économique des problèmes, plus encore, il faut attendre de l'État qu'il découvre, par le truchement des mouvements populaires comment la prédominance de l'objectif humain est la meilleure source de rendement économique.

Les priorités contre le chômage et la pauvreté sont: tout citoyen, quel qu'il soit, a un droit absolu et fondamental au travail, car seul le travail permet à l'homme d'acquérir son indépendance, condition essentielle au statut d'homme libre et à l'existence même d'un système démocratique.

Tout citoyen, quel qu'il soit, a donc droit à un revenu minimum garanti, qu'il l'obtienne par son travail ou de l'État (s'il ne travaille par suite d'un surplus de main-d'œuvre ou s'il est handicapé social, mental ou physique).

La pauvreté de notre peuple, le chômage, les 600,000 assistés sociaux démontrent que nous devenons un peuple de mendiants. Il n'y a rien de plus révoltant pour un pauvre que de voir un riche qui vit dans le plus grand confort et dans un luxe inouï, lorsqu'il ne demande qu'égalité des chances, chance au plein emploi, afin qu'il puisse se payer les besoins essentiels qui lui permettent d'être un actif dans la société.

Une fosse se creuse plus profondément à tous les jours entre le nantis et les non-nantis, situation qui conduit à la révolte. Pourquoi pas une loi contre la violence des nantis.

Violence efficace qui dans leur égoïsme s'accrochent à leurs pouvoirs, à leurs privilèges, qui se ferment les yeux